



**ADQ: le retour à la démagogie de Duplessis, p.3**



**La peine de mort est-elle justifiable?, p.6**



**Afghanistan: engagez-vous qu'ils disaient..., p.8**

# Le Couac

Un drôle d'oiseau



Vol. 11 • n° 02

Novembre 2007

3,50\$

## On lance un livre!

### Pourquoi?

Pour souligner notre 10<sup>e</sup> anniversaire.

### Avec quoi?

Les meilleurs articles publiés depuis 10 ans.

### Pour qui?

Pour vous, fidèles lecteurs et lectrices.

### Quand?

Mardi le 4 décembre à compter de 20h.

### Où?

À la salle O Patrovys, 356, Mont-Royal Est, à Montréal (juste en haut du bar Bily Kun, métro Mont-Royal)

### Avec qui?

Ivy ainsi que Guillaume et Marie-Ève des Vulgaires Machins

### Comment?

La soirée débutera par la vente du livre (que vous vous empresserez tous d'acheter, pour vous et vos cadeaux de « Noël », on en est sûr...). Puis on enchaînera vers 21h avec les prestations musicales de Ivy et des deux Vulgaires Machins. Ensuite, ben on boit et on danse à la santé du Couac!



Marie Eve et Guillaume des Vulgaires Machins

Venez célébrer la presse indépendante, grain de sable permanent qui fait grincer la mécanique trop bien huilée de nos grands médiocres!



## L'art de la fuite opportune

**L**E SCRS EST DANS LA MERDE. Du moins, il serait dans la merde si on vivait dans un monde un peu plus juste où lorsqu'on fait une connerie, qu'on soit fonctionnaire ou non, on doit répondre de ses actes. Mais ce n'est pas aux lecteurs du Couac qu'on va apprendre qu'on est pas ici dans un monde juste.

### Récapitulation par dates:

- Mai 2003, Charkaoui est arrêté sous un certificat de sécurité et envoyé à Rivière-des-Prairies
- Février 2005, il est « libéré », avec des conditions très strictes
- Avril 2006, il conteste en Cour fédérale ses conditions. Il perd son appel.
- Juin 2006, la Cour suprême étudie la validité des certificats de sécurité.
- Février 2007, elle les invalide et donne au gouvernement 1 an pour rectifier le tir.
- Mars 2007, la Cour suprême accepte d'entendre de nouveau Charkaoui qui soutient que les méthodes de fonctionnements du SCRS (destructions de preuves, entre autres) l'ont empêché de bénéficier d'une défense pleine et entière.
- Mars 2007, La Presse « obtient » des documents super extra confidentiels du SCRS où il est question d'une conversation téléphonique que Charkaoui aurait eu en 2000 à propos d'un éventuel attentat terroriste aérien.
- Avril 2007, Ahmed Ressay (dont les aveux avaient servi à incriminer Charkaoui) envoie une lettre au Journal de Montréal depuis sa cellule pour faire savoir qu'il avait menti en ce qui concerne Charkaoui
- Juin 2007, La Presse décide que le moment est venu de publier ces documents dans un article signé Joël-Denis Bellavance et Gilles Toupin.

- Juillet 2007, la GRC informe les avocats de Charkaoui qu'elle mènera une enquête sur la fuite parue dans La Presse. Aucune nouvelle depuis...

- Septembre 2007, lors de l'audience en Cour fédérale sur la fuite des renseignements, Doyon, l'avocate de Charkaoui, interroge Bellavance sur ses relations avec le Service de sécurité et de renseignement canadien (CSIS), mais n'obtient aucune information puisque le procureur de la couronne émet une objection à chacune des questions...

- Octobre 2007, le juge Noël, de la Cour fédérale, refuse à nouveau d'assouplir les conditions de libération de Charkaoui

Comme par hasard, c'est donc juste après que les certificats de sécurité ont été invalidés que les documents du SCRS ont atterri sur le bureau d'un journaliste de La Presse. C'est sans doute aussi par hasard que La Presse a attendu quelques mois pour sortir les informations qu'elle détenait et qu'elle a finalement décidé de les publier alors que Ressay, par ses aveux, venait de faire marquer un point à Charkaoui et de mettre le SCRS dans l'eau chaude.

On se souviendra qu'en 2003, c'est sur le bureau de Juliet O'Neill, du Ottawa Citizen, qu'avaient, encore là par pur hasard, atterri des informations confidentielles provenant des services de sécurité canadiens. Ces informations avaient alors permis à O'Neill d'écrire un article où elle détaillait ce que Arar était sensé avoir dit à ses geôliers syriens.

### POURQUOI LE PROCÈS CHARKAOUI S'ÉTERNISE.



On ne peut que souligner le sens du timing du SCRS qui maîtrise de mieux en mieux si ce n'est l'art de la fugue, du moins celui de la fuite. La question à partir de là est la suivante: pourquoi les journaux acceptent d'être les courroies de transmission de telles fuites incriminantes, sans même émettre quelques réserves? Et une deuxième question, tiens: pourquoi c'est jamais sur le bureau d'un journaliste du Couac que tombent les infos du SCRS? Allez les gars, soyez sympas, faites pas toujours les passes aux mêmes joueurs!

ISABELLE BAEZ

Les audiences devant la Cour fédérale concernant les fuites dans le dossier Charkaoui se poursuivront le 25 octobre. À suivre...

### L'humour des juges

**Q**UE SERAIT LA JUSTICE CANADIENNE sans l'humour très particulier de ses juges? Je tiens à rendre ici hommage à ce trait de caractère rarement souligné à sa juste valeur dans les médias.

Attardons-nous sur un juge en particulier: j'ai nommé Simon Noël, officiant gaiement à la Cour fédérale. Une seule édition du Couac ne saurait suffire à reproduire tous les bons mots de notre père Noël, nous nous contenterons donc des plus récents.

Ainsi, le 10 octobre dernier, dans sa décision concernant un appel d'Adil Charkaoui, le juge Noël a vanté la qualité de vie dont bénéficie Charkaoui puisque ce dernier a été en mesure de poursuivre des études, de travailler et même de faire un troisième enfant! Quel chanceux, ce Charakaoui! Tout ça avec un beau petit bracelet électronique en prime, une sécurité de haut niveau, grâce aux écoutes électroniques dont il fait l'objet, une vie familiale stable, avec la présence constante de sa mère ou de son père qui doivent l'accompagner dans tous ses déplacements, sans oublier le calme procuré par l'interdiction qui lui est faite d'utiliser Internet ou un téléphone cellulaire en dehors de la maison.

Noël a aussi ajouté qu'avec le temps, on se méfierait moins de Charkaoui et que ses conditions de libération pourraient alors être revues. Eh, oui, Charkaoui, faut pas désespérer, on te demande juste un peu de patience! Un jour, tu pourras peut-être t'offrir le luxe d'une petite promenade seul avec tes enfants sans que ça te vaille un retour en cellule!

Pour apprécier à sa juste valeur le caractère facétieux de Simon Noël, je vous conseille de lire ce qu'il a à dire sur le « choc des titans », le choc entre les droits de la personne et la sécurité nationale... Ça vaut le déplacement: [http://cas-ncr-nter03.cas-satj.gc.ca/portal/page/portal/fc\\_cf\\_fr/Speech\\_16jan06](http://cas-ncr-nter03.cas-satj.gc.ca/portal/page/portal/fc_cf_fr/Speech_16jan06)

ISABELLE BAEZ

## Durs à cuire De Guillaume Sylvestre, en apparence

Un documentaire de C- Anal D.

Ça y est. Le documentaire a été avalé par la télévision. En sanctifiant le « documentaire » du fils de Denise Bombardier et de Claude Sylvestre (producteur de Radio-Canada) le Festival du Nouveau Cinéma et les critiques consacrent la disparition du genre.

Après les gros reportages à gros titres sensationnalistes style *Journal de Montréal* et à gros sous dans les poches de Paul Arcand voilà que Canal D, en la personne de Jean-Pierre Laurendeau, signe un film dégradant à gros succès de *crotte dégoûte*. On dira que je suis nostalgique du temps où les cinéastes faisaient du cinéma avec un projet à portée culturelle et sociale; du temps où ils cherchaient la « vérité »; du temps où être documentariste n'équivalait pas à faire du divertissement: je vous répondrais oui. Car enfin, prenons ce film, pourquoi ne pas avoir approfondi la piste culturelle et l'implication sociale des chefs cuisiniers qui font avancer un art au Québec au lieu de donner toute la place aux cuites spectaculaires des chefs et saouls-chefs? Un film YANG comme c'est pas permis où la signature du réel réalisateur, Jean-Pierre Laurendeau, est omni présente. À Canal D on veut du spectacle, du « gore », de l'extrême. On veut que le documentaire fitte entre de la criminalistique et du Jack Ass et Laurendeau sait choisir ses poulains inoffensifs et influençables pour faire ses films à travers eux.

IDÉAL DU CHANBOR



B. TRAVEN, Portrait d'un anonyme célèbre (Futuropolis) de Golo

Golo, à l'instar de Traven, fait figure d'auteur un tantinet mystérieux en souhaitant s'effacer au bénéfice des idées et de la lutte. Déjà, il exerce sous un pseudonyme et il a quitté l'Europe pour vivre au Caire en Égypte d'où il a adapté en BD deux romans d'Albert Cosseray qui érigent, notamment, le voleur en modèle de probité intellectuelle et même morale. Pas étonnant donc qu'il se soit attaché à dépeindre l'écrivain révolutionnaire qui signa souvent B. Traven. L'homme a connu les années 20 en Allemagne à titre de journaliste anar, une période extrêmement documentaire dans ce livre, puis, ses errances plus ou moins incognito de sans papier à travers le monde avant de se fixer au Mexique; partie quasi évanescence de cette biographie. Ce parcours permet de prendre en compte et en remettant en perspective le colonialisme, les premiers balbutiements de l'ultra mondialisation du capitalisme. Traven apprendra beaucoup des Indiens, particulièrement de ceux du Chiapas, et ses romans (*Le Cycle de l'acajou*) sont empreints d'un vent libertaire. On pense notamment à cette coutume qu'il n'a que romancé où les dirigeants ne le sont que pour une seule année et, afin que la chose soit claire, lors de la cérémonie le peuple assoit le candidat les fesses sur le gril!!!

VALENTIN TARDI

**MONTRÉAL FESTIVAL NOUVEAU CINÉMA**  
10<sup>h</sup> 21 OCT. 07



Cette année, le FNC nous aime. Il nous a offert un beau petit carton avec ma photo imprimée d'un côté et « média » écrit en gros de l'autre. Armée de cette identification bien en évidence autour de mon cou, je me suis pris quelques billets en pensant à vous, fidèles lecteurs du *Couac*. Pour le mois de novembre, je vous offre quelques critiques de films que j'ai pu voir au début de mon périple cinématographique. Pour la fin, pour la revue globale de mon expérience, il faudra attendre encore un mois. 25 films en 10 jours, ça prend du temps à digérer. Et maintenant, place au spectacle!

### REDACTED

Brian de Palma aime nous parler de la guerre et nous l'aimons quand il parle de la guerre. Moins quand il s'intéresse à Mars ou qu'il s'attarde à des missions impossibles... Cette fois-ci, il s'attaque à la guerre en Irak. Il reprend la mort de l'adolescente violée et brûlée par des soldats étasuniens en 2004 pour créer un « documentaire de fiction » basé sur des anecdotes, photos et reportages. Très dur, très graphique, très « brut » comme traitement, le film bouleverse. Impossible de rester indifférent devant ces hommes qui font face quotidiennement à l'ennui, la violence et la frustration et qui commettent l'innommable, parce que, dans le fond, pourquoi pas? Ils sont du côté du bien, non?

Outre le fond bouleversant, la forme impressionne. De Palma fait le choix audacieux de s'effacer de la réalisation, en prétendant observer à travers les médias déjà présents. Ainsi, la majorité du film est diffusée à partir d'un journal vidéo de l'un des soldats qui espère transformer son expérience en portfolio pour entrer à l'école de films lors de son retour. D'autres images proviennent d'un « documentaire » français qui nous donne des statistiques et explique la situation en voix off. La dernière source principale est la caméra de surveillance dans la cour des soldats, où ils vont pour s'échapper des baraques, fumer une clope, prendre l'air. Intercalés à ces images, nous avons droit à des reportages de la télévision irakienne, des vidéos sur des sites Internet (dont quelques-uns de YouTube) et des conversations par webcam. Il en ressort une œuvre particulière qui frappe par son réalisme. Par son utilisation de codes de genre connus (documentaire, journal, reportage, etc.), le film jette un regard non seulement sur la guerre mais aussi sur sa médiation.

Le film utilise un nombre très limité de personnages auxquels on pourrait reprocher d'être stéréotypés. Il faut cependant comprendre que l'histoire n'est pas celle des soldats, mais celle de leur aliénation. En utilisant cinq soldats types nous voyons différentes manières de réagir face à l'absurdité, l'ennui, le remord, le devoir et la camaraderie. Même si on aimerait croire à la civilité de tous ceux qui s'engagent, il faut admettre que le gros cave est aussi en Irak, et peut-être même en proportion plus importante qu'ici. L'origine sociale de chaque homme, ce qu'il recherche à travers l'armée et son rapport aux autres et à l'autorité sont mis en relation afin de nous montrer l'effet pervers d'une guerre sur une nouvelle génération de chair à canon.

EVE-LYNE COUTURIER

*Redacted*, Brian De Palma, HDNet Films, 2008, 90 minutes

### NIGHT-WATCHING

Ah... Peter Greenaway... Il y a trois ans, il était venu au FNC pour donner un *Masterclass*. C'est alors qu'il a annoncé la mort du cinéma et la naissance de l'art numérique. Ce n'est certainement ni la première ni la dernière fois que le cinéma meurt, mais il est vrai que le « maître » sait utiliser la technologie à son avantage. Il suffit de regarder ces derniers films pour voir l'effort qu'il met dans la composition précise de ses scènes et l'effet de clarté qui se dégage des images lorsque nous avons la chance de les voir sur un écran de qualité.

*Nightwatching*, son dernier film, utilise cette technique de manière impressionnante. Partant de l'histoire de « Ronde de Nuit » (*The Night Watch*) de Rembrandt, il déduit une histoire de conspiration, de meurtre et de petites filles pré-pubères. Chaque personnage du tableau nous est présenté à tour de rôle dans une manière toute théâtrale typique à Greenaway. S'ils semblent faux, c'est que le réalisateur cherche à dire que chacun joue à être qui il prétend, certain plus que d'autres. D'ailleurs, le film se veut une réflexion sur la notion de « personnage », sur la vérité de l'image et de sa représentation. Et non, André Boisclair ne fait aucune apparition dans les 141 minutes.

Le film se présente comme un toile vivante de Rembrandt. À de nombreuses reprises, les scènes reprennent exactement une peinture, avec les mêmes types de personnages, les mêmes couleurs, les mêmes effets de lumière et d'ombre... L'effet est saisissant, grandiose, époustoufflant. À 30 images par secondes, nous avons droit à plus de 250 000 œuvres d'art baroque numériques... Quelques réalisateurs québécois pourraient prendre des notes.

EVE-LYNE COUTURIER

*Nightwatching*, Peter Greenaway, Aria Films, 2007, 141 minutes



BELLA, No one will know (Mint Records)

Le trio pop électronique de Colombie britannique, posant en combinaisons blanches sous une pochette mauve néon fin de nuit, comporte deux voix féminines et une de gars. Avec sagacité, ils démontrent que la distraction ne sera pas vaine. À grand renfort d'harmonies vocales et de guitares croisées de synthétiseurs, on assiste à des textes tel *Camelot* qui parlent de vouloir déménager à cause du voisin hurlant à travers les murs, de cet autre qui *deal* ou encore de l'énergumène qui tambourine en malade à votre porte... Ladite chanson, avec lucidité, s'achève en réalisant que tant que l'on parviendra à boucler le budget, malgré le loyer qui continue de grimper, on s'accrochera là. Une capacité à extraire la moëlle du réel sans avoir l'air d'y toucher en affichant un sourire aiglelet - *Don't sleep alone* affiche bel et bien cette autodérision.

RAMON VITESSE

## PLOGUES

### Mines et BD



La bande dessinée journalistique planche sur la face sombre de l'extraction globale des ressources au 21ème siècle.

À la fin novembre, les Éditions Cumulus Press font paraître leur nouveau né, EXTRACTION! Comix Reportage. Cette bande dessinée a démarré sur les chapeaux de roues avec quatre reportages scrutant l'industrie minière. Les reportages ont été scénarisés, puis transmis à quatre bédésistes (incluant le lauréat du prestigieux prix Doug Wright 2007, Joe Ollmann). Le but de l'opération? Créer une bédé sur les mines extractives qui, selon Joe Sacco, « est l'idée parfaite pour un traitement graphique ».

Pour infos: David Widginton, Cumulus Press, 514-523-1975, info@cumuluspress.com •• http://www.cumuluspress.com ••

EXTRACTION! Comix Reportage  
Sous la direction de Frédéric Dubois, Marc Tessier et David Widginton, Novembre 2007, 128 pages

## POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 596-1017

Par la poste: Le Couac

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_

## Le Couac

c.p. 222 succ. D,  
Montréal, Québec, H3K 3G5  
Téléphone: (514) 596-1017



Vous voulez collaborer au *Couac*?

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes (max. 700 mots)/dessins/photomontages par courriel, via notre site Internet: [www.lecouac.org](http://www.lecouac.org).

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Co-Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen, Simon Tremblay-Pepin.

Collaborateurs: Isabelle Baez, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Farida Boudreault-Taylor, François Cavailles, Idéal du Chanbor, Claude G. Charron, Eve-Lyne Couturier, Pierre Desautels, Clède de Guise, Eric Martin, Musironie, Michel Rioux, Alain Saint-Pierre, Claude St-Pierre, Valentin Tardi, Ramon Vitesse.

Illustrations et photos: Bobidoche, Boris, Luc Giard, Hal, Serge Ferrand, Anne Marie Lachance, Neves, Sniper, Valentin Tardi, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Imprimé par: les travailleurs et travailleuses syndiqué-es de Payette et Simms inc.

Distribué par: Gladu distribution

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* pour sa collaboration.

Abonnement et publicité: (514) 596-1017

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369

Imprimé au Québec

# Le coût de la vie

« Tous les hommes sont égaux aux yeux de la raison et de la justice, il ne faut pas altérer cette éternelle vérité, » s'est un jour écrit Robespierre. Faut croire que certains continuent d'être plus égaux que d'autres...

**EN GASPÉSIE, EN 2006**, des pêcheurs pas trop regardant rapport à la survie des espèces ont été condamnés à des amendes totalisant 86 733 \$ pour braconnage. L'appât du saumon interdit, voyez-vous.

La même année, un individu de Laval a écoupé une amende de 14 302 \$ pour braconnage. Deux cerfs de Virginie et un nombre indé-

terminable majorité de ces gardiens de la loi décédés en fonction ont eu droit à des funérailles officielles. À chaque occasion, on voit débarquer à l'église des centaines de confrères qui, souvent, arrivent des États-Unis et du Canada. Quand ce n'est pas le premier ministre lui-même qui se déplace pour manifester son soutien à la famille éplorée. Il n'est pas question ici de mésestimer la peine des familles de ces policiers. C'est toujours triste de perdre un proche.

Mais une question demeure, lancinante et pénible : pourquoi la vie de cueilleurs de



miné de truites avaient été l'objet d'une attention un peu trop soutenue aux yeux des agents de la faune.

En juin dernier, dans la région de Gatineau, des braconniers ont dû déboursier 23 425 \$ pour chasse illégale de cerfs de Virginie.

Le 18 septembre, une entreprise a été reconnue coupable de négligence criminelle à la suite d'un accident qui a causé la mort de deux ouvriers de la construction à Saint-Constant, sur la Rive-Sud de Montréal. Voici ce qu'en disait le communiqué de la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST): « La CSST considère que l'employeur Grandmont et fils a agi de manière à compromettre sérieusement la sécurité des travailleurs. Pour cette infraction, l'amende peut varier de 5 000 \$ à 20 000 \$ pour une première offense... »

173 travailleurs de la multinationale de la banane Chiquita ont été tués en Colombie ces dernières années par des paramilitaires dont il a été établi qu'ils étaient financés par cette compagnie. Pour fermer le dossier, les tribunaux ont condamné Chiquita à verser une amende de 25 millions \$, prenant bien soin cependant de mettre les dirigeants de la multinationale à l'abri de toute poursuite.

La Presse canadienne rapportait que le dimanche 30 septembre, des milliers de personnes, policiers et agents de la paix, s'étaient rassemblés à Ottawa pour rendre hommage à leurs 738 collègues morts au Canada dans l'exercice de leurs fonctions depuis la Confédération. Quatre nouveaux décès se sont ajoutés cette année. Si mes calculs sont bons, cela fait quelque chose comme 5,2 policiers et agents de la paix qui meurent en moyenne dans ce pays chaque année en lien direct avec leur occupation.

Une rapide recherche permet de constater qu'au Québec seulement, au cours des trois dernières années, pas moins de 124 ouvriers de la construction sont morts d'un accident de travail: 32 en 2004, 53 en 2005 et 39 en 2006, soit une moyenne de 41,3 ouvriers pas année. J'entends encore Michel Chartrand vociférer contre le fait qu'au Québec, il y avait davantage d'agents pour protéger la faune que d'inspecteurs de la CSST pour protéger la santé et la sécurité des ouvriers de la construction.

## Le dieu du vent

Parmi la cinquantaine de nouveaux projets d'éoliennes déposées le mois dernier, notons le projet ambitieux d'installer une hélice devant Richard Martineau, la plus grosse source de vent du Québec.

MUSIRONIE

## Horreur

De nombreux Soudanais vivant depuis une quinzaine d'années dans un camp de réfugiés du Darfour se sont publiquement indignés après avoir vu les images de volailles maltraitées diffusées par le Réseau d'action globale. Selon eux, faire subir des traitements aussi inhumains à des canards, c'est dégueulasse.

MUSIRONIE

# L'ADQ, c'est le retour à la démagogie de Duplessis

**MARIO DUMONT ET SON PARTI**, prétentieusement nommé Action démocratique du Québec (ADQ), nous font reculer jusqu'aux années cinquante, sinon plus loin, au temps de la noirceur duplessiste. Ils cherchent à sauver les apparences, par exemple en tenant à Victoriaville un conseil général consacré à une préoccupation très actuelle, l'environnement. Mais Dumont a gâté complètement la sauce en affirmant, dans son discours de clôture, que les dispositions prises pour protéger l'environnement ne doivent pas nuire à l'économie.

Or la réalité, vu les menaces qui pèsent sur notre planète, c'est le contraire: les décisions économiques ne doivent pas porter atteinte à l'environnement. La position que Dumont défend est de la droite la plus réactionnaire. Elle ne l'aidera guère à recruter, ailleurs qu'à droite, des candidats prestigieux en vue des prochaines élections.

Pourtant, participant à ce conseil général, deux personnalités bien connues ont apporté leur appui à l'ADQ. Il s'agit d'André Caillé, ancien président d'Hydro-Québec, et de l'ancien ministre péquiste et ancien maire de Lévis, Jean Garon, qui a fait un éloge étonnant de Dumont qui, dit-il, lui rappelle René Lévesque jeune. J'avoue que cette comparaison m'a estomaqué. J'ai beaucoup d'estime pour Jean Garon, mon ancien collègue à l'Assemblée nationale. J'admire son sens politique et sa liberté de pensée. Je me suis demandé: qu'est-ce qui lui arrive?

La réaction de Louise Harel a été plus vive. Elle a traité MM. Caillé et Garon de *has been*. Cette allusion à leur âge ou à des soubresauts dans leur carrière était peut-être mal inspirée, mais la vive réaction au commentaire de Mme Harel n'était guère mieux inspirée. On se scandalise trop facilement. La liberté de pensée et de parole est une valeur importante.

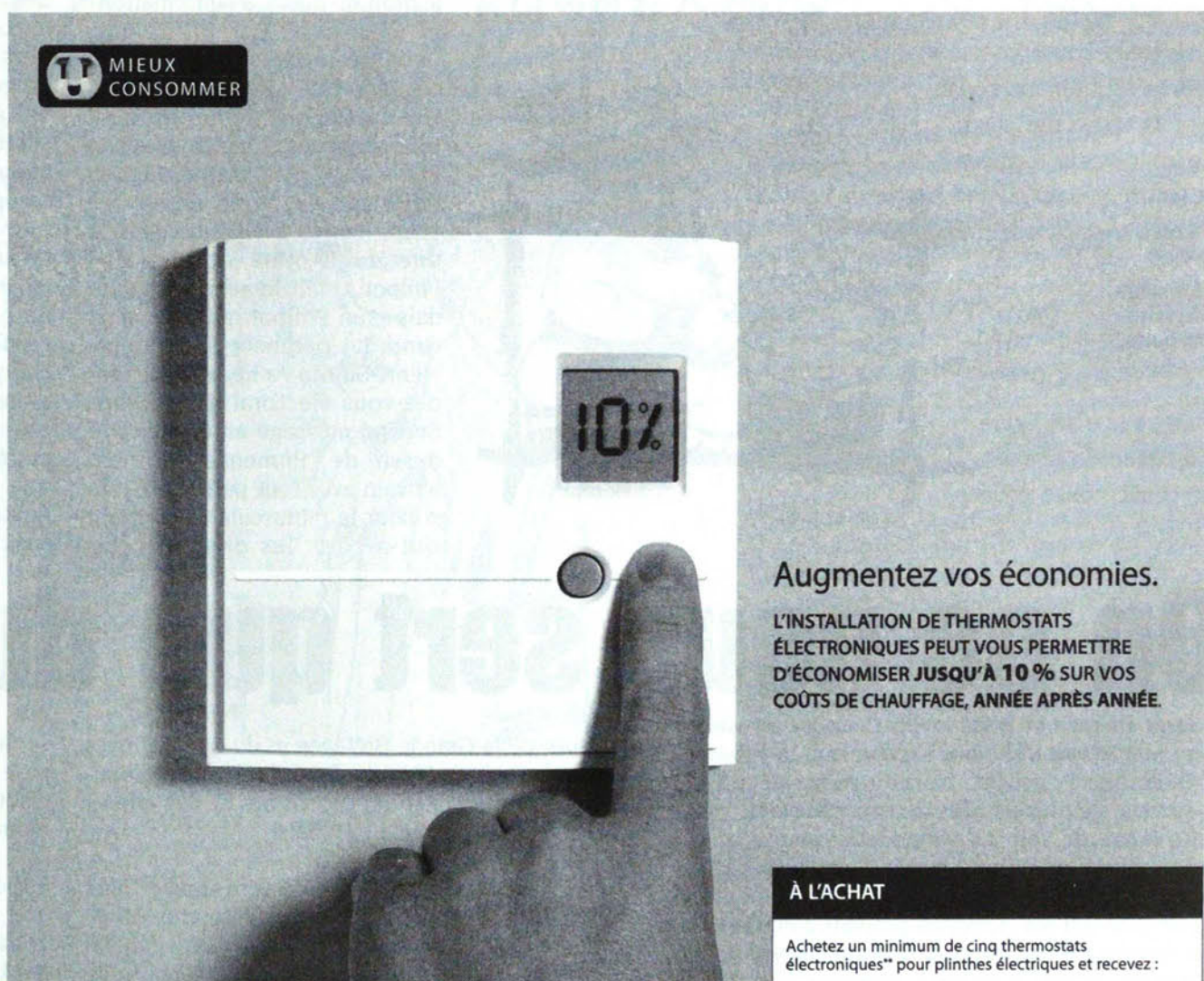
Dumont a reconnu que durant le conseil général de son parti, une « stratégie de plancher » a privé des représentants de régions de l'accès au micro. Contrairement à un véritable esprit démocratique, il a prétendu que ces manœuvres sont légitimes. Elles n'en sont pas moins caractéristiques des « vieux partis », Union nationale, libéraux et même, tout récemment, Parti québécois qui, à presque trente ans, n'est plus très jeune.

Pourquoi dresser le fantôme de Duplessis? D'abord parce que, sur la principale question qui se pose au Québec, la question nationale, Dumont a tout simplement emprunté la réponse de Duplessis: l'autonomie, que le chef de l'Union nationale qualifiait toujours de « provinciale », sans se soucier du sens historique du mot « province »: territoire conquis. L'ADQ nous laisse dans le doute quant à ce qu'elle entend par « autonomie », mot destiné à piéger les fédéralistes comme les indépendantistes.

D'autre part, l'ADQ, dans son programme, s'inspire de l'économisme le plus naïf. Comme la plupart des médias, elle confond culture et monde du spectacle. Elle est plus ou moins hostile aux syndicalistes comme aux fonctionnaires. Elle propose un régime de santé à deux vitesses tout en disant qu'elle est contre. Elle est muette sur les relations internationales et peu loquace sur l'essentielle question de la langue. En un mot, comme jadis l'Union nationale, l'ADQ est très provinciale et reflète la mentalité du colonisé.

MICHEL RIOUX

PIERRE DE BELLEFEUILLE



MIEUX CONSOMMER

Augmentez vos économies.

L'INSTALLATION DE THERMOSTATS ÉLECTRONIQUES PEUT VOUS PERMETTRE D'ÉCONOMISER JUSQU'À 10 % SUR VOS COÛTS DE CHAUFFAGE, ANNÉE APRÈS ANNÉE.

Obtenez jusqu'à **130\$\*** de remise par la poste.

En remplaçant vos thermostats bimétabliques pour plinthes électriques par des thermostats électroniques, vous recevrez jusqu'à 130 \$ de remise par la poste, en plus de réduire vos coûts de chauffage et de bénéficier d'une température stable et précise tout au long de l'année.

Pour connaître les produits admissibles, vérifiez les emballages ou consultez notre site Web.

Coupons de remise disponibles chez votre détaillant, auprès de votre maître électricien ou sur notre site Web.

À L'ACHAT	
Achetez un minimum de cinq thermostats électroniques** pour plinthes électriques et recevez :	
- 45 \$ pour cinq thermostats; - 10 \$ pour le sixième thermostat; - 10 \$ pour le septième thermostat.	<b>65\$</b> maximum
À L'INSTALLATION	
Faites installer un minimum de cinq thermostats électroniques** pour plinthes électriques par un maître électricien membre de la CMEQ et recevez :	
- 45 \$ pour cinq thermostats; - 10 \$ pour le sixième thermostat; - 10 \$ pour le septième thermostat.	<b>65\$</b> maximum

**CONFIEZ VOTRE INSTALLATION À UN MAÎTRE ÉLECTRICIEN.**

**Vous obtenez un avantage qui n'a pas de prix: la tranquillité d'esprit!**  
Faire appel aux services professionnels d'un maître électricien, c'est faire un choix **conforme, sécuritaire et rassurant**. La Loi sur le bâtiment stipule que les travaux d'installation d'appareillage électrique doivent être exécutés par un membre de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ).

www.hydroquebec.com/residentiel



Certaines conditions s'appliquent; reportez-vous au coupon de remise. \*Maximum par maison unifamiliale, condo ou établissement commercial. Pour connaître les remises applicables aux duplex, aux triplex, aux immeubles à logements multiples ou aux résidences pour personnes âgées, communiquez avec un maître électricien membre de la CMEQ. \*\*Thermostats électroniques muraux programmables ou non programmables pour plinthes électriques ou convecteurs et thermostats électroniques intégrés aux convecteurs.



# Le mythe de la redistribution de la richesse

Le 25 septembre dernier, Statistique Canada publiait une étude assez révélatrice sur la distribution de la richesse au Canada. C'est le 20% de la population le plus riche qui a récolté les fruits de la croissance entre 1992 et 2004. En 1992, les 5% des citoyens canadiens les mieux nantis concentraient 21% du revenu total des particuliers. En 2004, c'est 25%. On parle ici des revenus courants et non de la richesse accumulée.

Les autres citoyens ne se sont enrichis que très marginalement pendant la même période. Et, on l'a vu dans une autre étude, les plus pauvres se sont encore appauvris. La pauvreté chez les enfants, dont l'élimination avait été fixée comme une priorité nationale, n'a pas bougé d'un iota. Et le gouvernement

fédéral a continué à faire des gros surplus budgétaires, 13,8 milliards pour l'année en cours. Et à accélérer le remboursement de la dette accumulée. Ce faisant, le gouvernement remet directement VOS impôts de l'année en cours vers les hautes sphères de la finance, enrichissant ainsi les mieux nantis.

L'État donc en parti responsable d'un transfère de richesse vers le haut. Il l'est aussi d'une autre façon : en réduisant progressivement les impôts des grandes entreprises, il leur permet d'accroître leurs bénéfices et de payer de meilleures dividendes à leurs actionnaires, qui ne sont pas, vous en conviendrez, parmi les citoyens les plus pauvres. En plus, les revenus de dividendes et d'intérêt sont généralement moins taxés que les reve-

nus de travail. Et c'est sans compter les nombreuses évasions fiscales possibles pour les plus riches, fiducie de revenu ou autres. Une belle façon de redistribuer la richesse : du bas vers le haut.

Le discours voulant que la croissance économique soit bonne pour tout le monde est donc complètement surfait. Ça pourrait être vrai si les conditions fiscales étaient différentes. Mais les choix qui ont été fait ces dernières années par les gouvernements ont fait exactement le contraire. C'est un peu moins vrai en ce qui concerne le gouvernement du Québec parce qu'il gère de gros programmes où l'accessibilité et l'universalité sont encore de mise, comme la santé et l'éducation, les programme de garderie, de congés parentaux, des transferts

aux particuliers. Mais ces programmes, s'ils améliorent souvent la qualité de vie des citoyens, ne font pas une grosse différence en terme de redistribution de la richesse.

Tous les politiciens prétendent pourtant, Mme Marois en a même fait un thème majeur depuis son accession au trône péquiste, que l'accroissement de la richesse globale est nécessaire et incontournable. Si on a été incapable de redistribuer celle qu'on a déjà, pourquoi en serait-il autrement avec la richesse à venir? Il faudrait des engagements politiques beaucoup plus concrets pour que ça devienne une réalité.

CLAUDE ST-PIERRE

## Plan de carrière

Après le grand Maurice Richard, un joueur intense qui n'a jamais accepté la défaite, Roy Dupuis incarne maintenant un loser invétéré et un crétin médaillé, le général-sénateur Roméo Daguette. L'acteur a déclaré que c'était quand même le rôle le plus difficile qu'il ait eu à jouer et que l'expérience lui permettait maintenant d'envisager d'enfin être en mesure de réaliser le grand rêve de sa vie, jouer le rôle d'Ephrem dans un remake de Symphonien réalisé par Charles Binamé.

MUSIRONIE

## Se concentrer à mentir

Selon Luc Lavoie, « on ne devrait pas imposer de limite à la concentration des médias, car elle permet de multiplier les sources d'information et de donner davantage de choix aux citoyens. » (site web de Radio-Can, 19/09). En effet, en plus d'avoir accès aux mêmes maudites nouvelles à la télé et dans les journaux, les Québécois pourront bientôt se faire répéter les mêmes affaires sur Internet, dans les magazines, ainsi que dans plusieurs autres formats de la couleur de votre choix *made in Quebecor*.

## Fin stratège

Le premier ministre le moins populaire de l'histoire du Québec, Jean Patapouf Charest, a déclaré qu'il avait un plan pour se sortir de l'impasse et que ce plan serait annoncé en temps et lieu. Apprenant que Patapouf avait enfin un plan, tous les analystes des journaux de Gesca ont écrit que c'était sûrement un bon plan et que personne ne pouvait affirmer que c'était un mauvais plan puisque personne ne connaissait le plan et que anyway avoir un plan c'est déjà de premier plan et de bonne augure.

MUSIRONIE

## Denys dans les ténèbres

Le film « L'âge des ténèbres » a connu un énorme flop en France, faisant moins de 100 000 entrées, même s'il était présenté sur 260 écrans. L'âge des ténèbres est le dernier film de Denis Arcand, du moins c'est ce qu'espèrent les cinéastes québécois de talent qui recherchent constamment du financement. « L'âge des ténèbres » n'a toujours pas été présenté au Québec, d'ailleurs les producteurs songent maintenant à modifier leur mise en marché et à le présenter directement à la télé, sans passer par les salles. Jusqu'à maintenant, seul le canal Vox se serait montré intéressé.

MUSIRONIE

## Clarification

Pour mettre définitivement un terme aux rumeurs, Gilles Duceppe a décidé de faire une déclaration formelle: jamais au grand jamais il n'accepterait pas de ne plus diriger les troupes bloqueuses si jamais il perdait ou non ses prochaines élections.

MUSIRONIE

## Don qui?

C'est pas croyable le nombre de crosseurs et d'épais qui sortent des livres de ce temps là. Même l'ancien membre de la mafia libérale fédéraste, le déshonorable Don Boudrias, a sorti une auto-bio-boulshitterie, intitulée « Busboy, ou comment même les ti-culs qui ne font que laver la vaisselle au PLC deviennent quand même des escrocs ».

MUSIRONIE

## Les has been à l'asile

Lors du congrès de l'ADQ tenu à Victoriaville, l'ancien PDG d'Hydro-Québec, André Caillé, a prouvé qu'il était devenu complètement sénile quand il a affirmé avoir beaucoup d'admiration pour Mario Dément, le chef de l'ADQ.

MUSIRONIE

## LE COIN DU MASOCHISTE

Il y a des jours, couac, couac,  
Où pour se sentir maso, couac,  
Il n'est pas nécessaire, couac, couac  
De lire les journaux roquiens  
Couac, couac, couac.  
On n'a qu'à se farcir une  
Radio-Can  
N'en finissant plus de faire  
aboyer, couac, couac,  
Un Don  
Quichotte à la triste figure  
Appelé « général Dallaire »  
Couac, couac, couac, couac.



étouffement de la vérité. <sup>(3)</sup> Vive le droit du public à l'information!

Deux messages en couverture de ce livre. Par son « persiste et signe » Philpot démontre qu'il veut régler ses comptes avec une Presse qui l'avait traîné dans la boue. André Noël, expert en coups fourrés, avait gribouillé à la une du 8 mars dernier que Philpot « niait le génocide rwandais », un Philpot qui était alors candidat péquiste dans Saint-Henri-Sainte-Anne pour le rendez-vous électoral du 26 mars. Second message en couverture: dessin de l'immense continent africain avec tout petit carré rouge pour le minuscule Rwanda. Et tout-à-côté, les drapeaux des

d'importance, ceux de Bernard Lugan et Serge Desouter, spécialistes en histoire du Rwanda et témoins experts pour le TPIR. Il reste que le dossier le plus accablant demeure l'Ordonnance du juge Bruguière dont les journaux canadiens et étasuniens ont à peine mentionné l'existence, « entre autres, ajoute Philpot, parce qu'elle provenait de la France, pays plus que jamais méprisé dans le monde anglo-saxon. »

Le juge Bruguière se dit convaincu que Paul Kagamé et l'état-major du FRP « avaient, peu après les accords de paix d'Arusha d'août 1993, conçu l'opération menant à l'attentat contre l'avion du président Habyarimana, l'avaient soigneusement planifiée, avaient recruté les militaires chargés de la mettre en œuvre et avaient supervisé son exécution. Dur coup porté à la statue Dallaire que ce qu'écrit Bruguière et que rapporte ci-devant Philpot: « Ce renforcement militaire des troupes du FPR à Kigali, à l'aide de missiles et d'autres armes transportées clandestinement,

# On ne nous sert que du Dallaire

**T**REIZE ANNÉES ONT PASSÉ DEPUIS LE DRAME RWANDAIS ET NOS MÉDIAS N'EN NOUS SERVENT QUE LA VERSION DALLAIRE. Pourtant, hormis dans les pays anglo-saxons, de plus en plus de voix s'élèvent contre cette façon de voir. La version Dallaire affirme que les tueries n'ont débuté que le 7 avril 1994 suite à l'application systématique d'une décision hautement planifiée par les Hutus au pouvoir d'éradiquer la minorité tutsie. La version Dallaire répète que n'était qu'un simple « accident d'avion » l'attentat qui, la veille de ce 7 avril, avait coté la vie au président Habyarimana. La version Dallaire nous décrit Paul Kagamé comme un « bon gars ». Elle refuse de considérer le chef du FPR <sup>(1)</sup>, à propos des tueries de 1994 au Rwanda tout autant que la guerre qui se perpétue au Congo, comme l'homme de main de Washington afin de bouter la France hors d'Afrique centrale.

On nous avait fait le coup en 2004 à l'occasion du dixième anniversaire de ce massacre: Dallaire était de tous les talk shows, blâmant les Nations Unies de l'avoir laissé tomber, accusant la France d'avoir été « l'alliée des génocidaires ». Mais personne dans nos médias ne songeait à inviter Robin Philpot venant pourtant alors de publier un essai au titre percutant: **Ça ne s'est pas passé comme ça à Kigali.** <sup>(2)</sup>

Idem aujourd'hui alors que Dallaire promène partout sa tête de grand dépressif. À *Christiane Charette* comme à *Tout le monde en parle*, il est venu ploguer le film *J'ai serré la main du diable*. Et culpabiliser les Québécois dans leur refus de « verser du sang » (sic) en Afghanistan. Pendant tout ce temps, ni Charette ni Lepage pas plus que Derome et Sophie Thibault n'ont eu la décence d'inviter Robin Philpot alors qu'est arrivé en librairie **Rwanda - Crimes, mensonges et**

États-Unis, de la Grande-Bretagne et du Canada, trois pays qui, de l'avis de Philpot, ont été gravement impliqués dans ce qui constitue des crimes et des affreux mensonges dans le drame rwandais.

L'auteur avait placé en exergue de son premier livre une importante déclaration de Boutros Boutros-Ghali. En octobre 1993, celui-ci, à titre de secrétaire général des Nations Unies, avait nommé Dallaire responsable militaire de la MINUAR<sup>(4)</sup> Or, cinq ans plus tard, il déclarait que « le génocide au Rwanda (était) à cent pour cent la responsabilité américaine. » Pas du tout ce que pense son ex-protégé!

Philpot écrit qu'à celle de Boutros-Ghali d'autres voix se sont ajoutées. Des voix rendues muettes comme celles de deux missionnaires québécois. D'abord, le père Claude Simard tué à coups de marteau en 1994. Ensuite, le père Guy Pinard abattu alors qu'il célébrait la messe le 2 février 1997. Philpot est en colère. Comment se fait-il que le gouvernement canadien ait si peu réagi auprès de Kigali à propos de ces deux meurtres? Des témoins avaient pourtant signalé que les deux assassins ont été reconnus comme étant des gens dans l'entourage de Kagamé.

Mais Philpot fait essentiellement parler des gens bien en vie. Crédibles surtout par les fonctions mêmes qu'ils ont exercées, comme par exemple Abdul Joshua Ruzibiza, ex-cadre FPR. Ou comme le Sénégalais Amadou Deme qui, avant d'avoir enquêté pour le TPIR <sup>(5)</sup>, a été en 1993 et 1994 en charge des renseignements pour... le général Dallaire. Autant de témoignages déjà colligés par Pierre Péan dans son remarquable essai publié en 2005: **Noires fureurs, blancs menteurs, Rwanda 1990-1994**. Deux autres témoignages sont

se faisait sous les yeux des troupes de la MINUAR et en violation des accords de paix d'Arusha d'août 1993. » Où se cachait donc notre général à ce moment là?

Est ensuite interpellée par Bruguière Louise Arbour, une autre coqueluche de nos shows à plogue. Celle qui a été juge de la Cour suprême et qui est maintenant haute commissaire des droits de l'Homme à l'ONU, était à l'époque procureure du TPIR. Après avoir reçu favorablement l'avis de ses enquêteurs qui avaient recueilli des preuves selon lesquelles l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion d'Habyarimana avait été planifié et exécuté par des militaires du FPR, Louise Arbour aurait, « sans explication et en contradiction avec ses consignes antérieures, mis abruptement fin à l'enquête, prétextant cette fois que l'attentat ne faisait pas partie du Tribunal. »

Boutros-Ghali nous révèle que la France et le Nigeria, membres du Conseil de sécurité, souhaitaient le renforcement de la mission militaire au Rwanda alors que le tandem États-Unis—Royaume-Uni y étaient opposés. Dallaire et son film affirment le contraire. Qui dit vrai? Que font nos médias pour rétablir les faits? Nothing!

CLAUDE G. CHARRON

(1) FPR: Front patriotique du Rwanda  
(2) Aux Éditions Les Intouchables, Montréal 2003  
(3) Aux Éditions Les Intouchables, Montréal 2007  
(4) Le MINUAR: Mission des Nations Unies au Rwanda  
(5) Le TPIR: Tribunal pénal international au Rwanda

# Squat militant

**Pauline a 23 ans. Comme de nombreux jeunes à Paris, elle est sans le sou et se loger à bon prix est mission quasi-impossible. Elle s'est tournée vers le squat, l'occupation collective d'un édifice sans le consentement de son propriétaire. Elle y a découvert un univers fascinant qui a transformé sa vie. Elle raconte :**

« La première motivation qui fait qu'on devient squatteur est l'urgence de se loger alors que l'on n'a pas un rond pour se payer un loyer et la caution de plusieurs mois exigée. Puis, les appartements bon marché sur Paris sont rares. »

Il y a divers types de squats : les squats d'artistes, d'habitation, de militants, etc. Pauline est une squatteuse militante. « C'est génial, on réinvente la vie. On peut tout reconstruire. »

## Y a quelqu'un

Outre les questions d'argent, les squatteurs ont aussi comme objectif de réhabiliter des bâtiments inoccupés et de les remettre à disposition. Ils sont parfois immenses, plus de 1000 m<sup>2</sup>.

Tout commence par la ronde de nuit pour repérer les bâtiments sans lumière. Suit le test sonnette et la vérification de l'encombrement de la boîte aux lettres. Il faudra revenir plusieurs fois pour confirmer l'état d'abandon. Le test ultime est celui du papier glissé (au moins pendant un mois) dans le cadre de porte pour s'assurer que le bâtiment convoité n'est pas régulièrement visité.

Avant de le prendre d'assaut, faut savoir à qui il appartient. Recherche Internet sur le cadastre, le nom du propriétaire. Est-ce un particulier, une entreprise, l'État ?

Le mieux pour squatter sont les édifices publics.

Enfin, arrive le jour un : l'installation du squat. La majorité va attendre la nuit pour forcer une porte ou une fenêtre et rentrer dans l'édifice. « Commence alors la période dite du « sous-marin ». Portes et fenêtres sont barricadées. On doit à tout prix éviter d'être repéré. La règle d'or est de n'ouvrir à personne pendant cette période. » C'est l'opération grand ménage, le lieu doit sembler habité depuis un bon moment. Il faut rebrancher l'électricité et le système d'eau. Selon la loi française, la police ne peut nous déloger si cela fait plus d'une semaine que nous sommes en place. À partir du moment où le squat

est officiel, tout comme pour les forces de l'ordre, le propriétaire ne peut plus rentrer sans un huissier de justice mandaté par un tribunal. Lorsque l'huissier se pointe, il est le seul à pouvoir entrer et il procède à un contrôle d'identité auquel personne ne peut échapper. Après la visite du huissier, le propriétaire peut tenter un procès. Les squatteurs ont intérêt à avoir un bon avocat et à faire durer le procès. Il faut savoir que les avocats spécialisés dans les causes de squats existent et qu'ils ont des spécialités : squats d'artistes, de sans domicile fixe (SDF), etc.

## Samba militante

Pauline a vécu le squat de la « samba militante » un collectif politique, altermondialiste, qui utilise sa *batucada* comme moyen d'expression. La *batucada* est un genre de musique percussive traditionnelle du Brésil dont le « battement » (*batucada* en brésilien) a donné son nom

à ce genre musical d'origine populaire et porteur de revendications des populations pauvres au Brésil.

Dans un bâtiment de 1500 m<sup>2</sup>, le collectif d'une dizaine de personnes a ouvert les portes du squat aux militants politiques qui s'élevaient notamment, à ce moment là, contre la politique du Contrat de Nouvelle Embauche (CNE), un type de contrat de travail à durée indéterminée pour les moins de 26 ans (d'une durée potentielle de 2 ans) que l'employeur pouvait rompre sans donner le motif. Le contrat, vivement contesté, ouvrait la porte aux licenciements abusifs et consolidait la précarité chez les jeunes.

Durant les huit mois du squat, le collectif a mis à la disposition des associations militantes et aussi des gens du quartier un atelier d'apprentissage de réparation de vélo, l'informatique libre, une bibliothèque, une chambre noire, un magasin gratuit, etc. Il a organisé ou partagé son espace pour des soirées militantes, des concerts de soutien, des repas de quartier à prix libre.

Le squat est un lieu d'apprentissage de l'anarchie, de la démocratie consensuelle et non hiérarchisée, de la mixité sociale. « Notre squat avait établi que ce devait être un lieu non marchand. Impossible d'être squatteur militant si on cherche à contrôler ou imposer son autorité. La vie en collectif exige un sacrifice de soi. Il faut avoir du sang-froid, de la motivation, un certain optimisme et être sensible aux besoins des gens du quartier. »

Qui dit squat dit que tous les approvisionnements sont, autant que faire se peut, gratuits et viennent de la rue. « Un bon squatteur connaît les lieux et les dates de la collecte des encombrants (le gros mobilier). Pour les vêtements, le 11<sup>e</sup> arrondissement et République à Paris

sont des emplacements de choix pour glaner. Les vêtements sont jetés tout bien pliés dans des cartons. Pour la bouffe, on se pointe à la fermeture des marchés, des boulangeries et on fouille les poubelles des supermarchés. C'est effarant tout ce qui se jette. Pour les bouquins, on faisait des emprunts à durée indéterminée dans les bibliothèques des mairies. Pour les plantes, on trouvait tout dans les poubelles du cimetière du Père Lachaise – plantes, fleurs, terreau, pots. »

Un squat ouvert comme celui de la Samba militante exigeait une organisation resserrée et des réunions quotidiennes pour le bon fonctionnement de l'espace public. Les squatteurs ont été, à leur tour, squattés par des SDF et ce fut parfois lourd et même violent. Il a fallu se repositionner collectivement sur la capacité d'accueil et les risques encourus.

« Certaines nuits, on ne dormait que d'un œil », précise Pauline.

Un squat n'est jamais acquis et il faut, une fois installé, déjà amorcer les recherches pour un nouveau lieu de squat. « Quand on est forcé de quitter, on liquide les biens en redonnant à droite et à gauche et on repart avec son baluchon pour un autre squat dans la même ville ou ailleurs dans le monde. » Difficile de revenir à la réalité marchande quand on a établi de nouvelles solidarités basées sur des rapports plus équitables. « Le squat n'est pas qu'une manière de changer le monde, cela nous change aussi individuellement. On ne pose plus le même regard sur la vie », de conclure Pauline.

Pour en savoir plus : <http://squat.net/fr>

CLÔDE DE GUISE

Récemment la Pointe Libertaine a organisé une soirée d'information sur les squat au Canada. Voir au <http://lapointelibertaine.org/node/347>

## Ad Poutine eternam

La preuve est faite ! En plus d'être dégueulasse, de la poutine... c'est collant. En effet, le président Poutine a déclaré que même s'il n'a plus le droit d'être président, il sera premier ministre, tsar, empereur, roi ou éboueur en chef, peu importe le nom, en autant que ce soit lui qui mène.

MUSIRONIE

## Humour russe

Le nouveau premier ministre de la Russie nommé le mois dernier par le président Poutine, Monsieur Viktor Zoubkov, a fait bien rire le parlement russe la semaine dernière en déclarant que la lutte contre la corruption serait la priorité de son gouvernement

MUSIRONIE

## Tradutore, Traditore

Pour accélérer l'application des bulletins chiffrés dès la rentrée, le gouvernement Charest a engagé des traducteurs pour convertir les chiffres en lettres et les lettres en chiffres, à l'aide de tables de conversion préparées par le Ministère. Personne ne risque de s'y retrouver, mais au moins, on pourra blâmer la traduction...

MUSIRONIE



## En cette ère Bush - Harper, une pensée :

« Je conviendrais sans peine que la paix publique est un grand bien ; mais je ne veux pas oublier cependant que c'est à travers le bon ordre que tous les peuples sont arrivés à la tyrannie. Il ne s'ensuit pas assurément que les peuples doivent mépriser la paix publique ; mais il ne faut pas qu'elle leur suffise. Une nation qui ne demande à son gouvernement que le maintien de l'ordre est déjà esclave au fond du cœur. »

Alexis de Tocqueville, De la démocratie en Amérique, 1830.

## Conflit d'horaire

Pour souligner le 25<sup>e</sup> anniversaire de la Maison Jean Lapointe inc., le maire d'Outremont, Stéphanhe Hic Harbour, a proposé un poste de conseiller municipal à son fondateur. Jean Lapointe a décliné l'offre, prétextant qu'il était déjà suffisamment occupé à ne rien faire au Sénat, ce qui lui enlevait beaucoup de temps libre pour ne rien faire ailleurs.

MUSIRONIE

## Le rebut total

Jean Tremblay, le maire officiant la prière au conseil de ville de Chicoutimi, a soulevé l'approbation générale de l'aile progressiste de l'ADQ, c'est-à-dire ceux qui savent lire, en proposant de remplacer les copies existantes du « Refus Global » de Borduas par des copies des « Normes de vie » de Hérouxville.

MUSIRONIE

# La onzième plaie d'Égypte

LA POPULATION ÉGYPTIENNE est aux prises avec un problème de santé sans précédent, en terme de cause et d'importance, dans toute l'histoire des maladies infectieuses et de la santé publique. Le plus surprenant, c'est que l'information, bien connue en Égypte et dans les milieux de la recherche médicale, attire très peu l'attention des médias. C'est dans un article du journal français *Libération*, repris par le quotidien *Le Devoir*, que l'on apprend cette incroyable nouvelle.

Vous connaissez l'hépatite de type C ? C'est la version la plus infectieuse de cette maladie, considérée comme incurable et qui finit par ravager le foie. À peine 20 à 30% des personnes infectées arrivent naturellement à se débarrasser du virus dans les premiers mois suivant la contamination. Les autres en mourront des années plus tard. Il y a des traitements possibles qui sont longs, pénibles et très coûteux et dont les effets secondaires sont très lourds. Et il faut la détecter à temps. Comme la plupart du temps, les patients ne se savent

pas infectés avant que la maladie n'ait atteint le foie, il est déjà trop tard. On a beaucoup entendu parler de l'hépatite C ici à cause de son mode de transmission : par le sang. La Croix rouge avait, dans les années '80, involontairement infecté des hémophiles avec le sida et cette autre maladies. On parle également beaucoup de transmission de l'hépatite C par échange de seringues.

Revenons maintenant à l'Égypte. Il y a actuellement dans ce pays 15 millions de personnes malades d'hépatite C ! C'est près d'un Égyptien sur 5 ! Dans certaines régions, une personne de plus de 40 ans sur deux est touchée ! Et le nombre de personnes porteuses est inconnu. Des chiffres pharaoniques !

Pourquoi un tel niveau de contamination ? Tout simplement parce qu'on l'a injecté à la population ! Vous avez bien compris. C'est d'abord pour des raisons de santé publique. On a, dans les années 1960 à 1980, vacciné la population pour éradiquer une autre infection

due à un ver, la bilharziose. Ironiquement, il s'agissait d'une autre maladie du foie.

Compte tenu du coût des traitements et du peu de moyens dont dispose le pays, on s'attend à ce que l'infection entre dans une phase aigue dans la population adulte au point où le taux de mortalité risque d'être multiplié par trois ! Quant à la nouvelle génération, qui a échappé aux fameuses campagnes de vaccination, il semblerait qu'elle soit presque aussi contaminée que la population adulte, même si on ne comprend pas trop pourquoi !

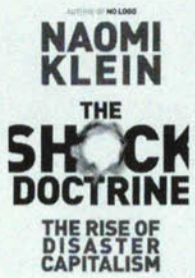
L'Égypte aura donc été un laboratoire vivant pour des fabricants de vaccins et des organismes internationaux qui, voulant se mettre au service de la santé publique, auront réussi, probablement par manque de mesures sanitaires en raison de moyens insuffisants, à créer le plus grand cafouillage de l'histoire médicale.

CLAUDE ST-PIERRE





# Vol au-dessus d'un nid de vautours



**P**RENEZ *grosso modo* les cinquante dernières années. Observez des pays très différents, d'un continent à l'autre, alors qu'ils sont à des tournants de leur histoire, tels qu'un changement de régime, une catastrophe naturelle et une crise financière.

L'Américain Jeffrey Sachs s'est mis au service de la Bolivie en 1985 en proposant face à l'inflation galopante des coupures budgétaires draconiennes et de fortes hausses des prix, en particulier celui de l'essence. Plus qu'une simple page des années Reagan, cet immense effort de rigueur et son acceptation sont le produit de l'appareil idéologique «*Shock Doctrine*». En effet, le plan Sachs a vite été appliqué par le président bolivien réélu Paz Estenssoro sur les conseils très influents d'un sénateur au lourd passé américain, formé à l'école de Chicago (fondée par Milton Friedman).

Gravissant les affaires d'État et les catastrophes mondiales, l'auteure simplifie parfois beaucoup des mécanismes d'économie politique. Mais, plus important, elle tient à une indépendance d'esprit et une noble pédagogie ni justicière, ni cynique.

La reporter brille peut-être plus que l'analyste d'autant plus qu'elle sait mesurer les impacts à échelle humaine. L'essai prend parfois la forme d'un roman en retraçant quelques lignes de vies. On retrouve donc, par exemple, Jeffrey Sachs en Pologne, en 1989, vantant les mérites des privatisations au parti *Solidarnosc* enfin parvenu au pouvoir mais héritier de lourdes dettes au budget national. En 1992, cette fois au chevet de la Russie d'Eltsine, Sachs remet en question certains de ses principes comme le soutien de ses créditeurs, le FMI et les États-Unis, lui fait défaut.

Dans le droit fil de la doctrine expérimentée au coup par coup par des mercenaires sans scrupules, il y a, selon Klein, l'institutionnalisation d'une nouvelle forme du «*Disaster Capitalism*». Ce «*business*» des désastres comprend notamment la privatisation de la défense (filon de l'entreprise américaine Blackwater aux méthodes très discutées cet automne). Secteur devenu extrêmement lucratif, la sécurité prend une valeur maximale en jouant sur les deux tableaux, privé et public. Au Canada, la création d'un ministère de la Sécurité Intérieure sous le gouvernement Stephen Harper a abondé en ce sens.

En fin de compte, ce pavé très dense de 672 pages s'avère passionnant de par ses nombreux angles d'attaque de cette doctrine pas encore très connue. Mais il s'avère aussi plutôt écrasant en tentant de vérifier la thèse au niveau global. Un tort qu'on constate aussi après publication. La tournée mondiale promotionnelle de Naomi Klein, le site Internet tape-à-l'œil et le court-métrage très réducteur «*The Shock Doctrine*» présenté au festival de cinéma de Venise déforment le message en jouant sur la mauvaise portée.

FRANÇOIS CAVAILLÈS

Est-il possible de placer sur un même plan d'économie politique les réactions forcément très variées de ces pays plongés dans des contextes évidemment très différents les uns des autres? Oui, selon Naomi Klein dans son nouvel essai «*The Shock Doctrine - The Rise of Disaster Capitalism*» (publiée par Knopf Canada, la traduction en français étant annoncée pour le printemps prochain).

Avec une ambition dévorante et une large équipe de chercheurs disséminés à travers le globe, la journaliste ontarienne se plonge dans les relations internationales récentes et observe comment certains so-disant experts s'offrent «ingénuement» en assistance au moindre tressaillement d'un État situé dans une région instable ou susceptible d'instabilité. Censés voler au secours de nations dans le besoin, ils emportent une large part du gâteau, ou même sa totalité, quand ils ne se font pas maîtres des lieux (cf. l'insistance des envahisseurs de l'Irak).

Ce procédé d'exploitation rapide et intense des ressources financières et humaines d'un pays encore sous le coup d'un choc interne ou externe est appelé «*Shock Doctrine*». Il est mis en parallèle, dans les terrifiantes premières parties du livre, avec les tortures par électrochocs utilisées par la CIA pour arriver à une régression psychologique et physique telle qu'on puisse contrôler les pensées et le comportement du supplicié.

Il ne s'agit donc plus pour Naomi Klein de critiquer les abus de la mondialisation, comme dans «*No Logo*» (1999), mais de s'exposer, à travers des exemples variés (Chili de Pinochet, Argentine pendant la crise des Malouines, Asie du Sud-Est en plein marasme financier, après-tsunami au Sri Lanka, Nouvelle-Orléans au lendemain de l'ouragan Katrina...) un système d'exactions et de profits éhontés articulé entre agence de renseignements généraux (la CIA surtout), politiciens, militaires, hommes d'affaires et économistes. Ces derniers sont tous adeptes de l'Américain Milton Friedman, père du monétarisme.

Naomi Klein raconte ainsi comment, au sortir de brillantes études universitaires,

# Construire le socialisme



**A**UDACIEUX TITRE QUE CE *Build It Now, Socialism For The Twenty-First Century*, A Fresh, Clear And Innovative Vision Of A Socialist Future de Michael A. Lebowitz. On comprend qu'il sera question du Venezuela, le «*socialisme du XXIème siècle*» étant maintenant une marque déposée par Hugo Chavez, mais plus loin que cela on reste intrigué par cette proposition de «*vision du socialisme à venir*». Ce n'est pourtant pas cet aspect qui est central au livre, quoique l'auteur veuille nous faire croire.

Professeur d'économie à l'université Simon Fraser à Vancouver, Lebowitz est un lecteur attentif et pénétrant de Marx. Responsable du programme économique du NPD de la Colombie britannique dans les années '70 et conseiller au ministère du développement social du Venezuela en 2004, on voit tout de suite de quel côté il penche. Bien sûr à gauche, mais plus encore dans la gauche partisane, dans cette gauche qui ne croit pas qu'on puisse changer le monde sans prendre le pouvoir.

Peut-être justement que l'affirmation qu'il faut prendre le pouvoir et avoir le socialisme comme projet est le fil conducteur de cet ouvrage. Ce n'est donc pas tant la proposition d'une vision originale, l'auteur à cet égard ne lance que des banalités pas très précises, mais bien l'apport de fondements théoriques et l'étude de cas pratiques sur le thème d'un socialisme du XXIème siècle qui fait l'intérêt du l'œuvre.

Ses connaissances marxistes lui font écrire un chapitre synthèse du système présenté dans *Le Capital* dont le résultat est impressionnant. En moins de vingt pages, il vulgarise la pensée de Marx et la rend facilement compréhensible. Professeurs de cégeps qui enseignez le vieux barbu, retenez le nom de Lebowitz il vous sera utile. On trouve dans un autre chapitre un extrait de la pièce de Wallace Shawn, *The Fever*, qui est un magnifique résumé pour expliquer le fétichisme de la marchandise.

Les qualités de l'ouvrage ne s'arrêtent pas à une lecture de Marx, loin s'en faut. On lira avec beaucoup d'attention un travail de réflexion fait sur l'organisation du travail en Yougoslavie au chapitre appelé *Seven Difficult Questions* qui montre toutes les difficultés que peut rencontrer une organisation autogérée qui tente de se mettre en place contre la bureaucratie excessive et contre le système de marché. L'engrenage dans lequel s'étaient coincés les Yougoslaves paraît inextricable à lire Lebowitz, cela donne à réfléchir sur l'organisation possible du futur.

Comme Robin Hahnel a paraphé la quatrième de couverture de *Build It Now*, on aurait bien aimé connaître l'opinion de l'auteur sur le modèle de l'économie participative si chère à Albert et Hahnel. Pas un mot n'en est dit alors que certains aspects de la planification participative semblent tout à fait à propos pour venir à bout des problèmes posés par le cas yougoslave que Lebowitz présente si bien. À la limite, peut-être cette citation vise-t-elle l'écopar: «*Il n'y a pas de système économique qui tombe du ciel. Au lieu d'apparaître ainsi ou de sortir vierges et parfaites de réflexions intellectuelles, les nouvelles forces productives et les relations de productions émergent à l'intérieur de la société existante à laquelle elles s'opposent*», si c'est le cas, l'affirmation est un peu naïve et n'aborde que des chimères. L'idée n'est pas de jeter les «*blueprints*» de la société à venir. Il s'agit plutôt de faire le débat sur l'organisation vers laquelle nous voulons aller en faisant des propositions claires. À partir de ce débat, on peut faire des choix stratégiques immédiats. En cours de route, tout peut toujours changer, rien n'est coulé dans le béton, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas penser et débattre de ce que nous voulons.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Le dernier chapitre portant exclusivement sur le Venezuela est, de loin, le meilleur passage de l'ouvrage. Lucide, critique mais radicalement favorable aux transformations qui se produisent là-bas, Lebowitz trace un état des lieux à partir d'un point de vue socialiste franchement passionnant. Les périls sont soulignés, les bons coups mis de l'avant, les espoirs mis en relief. En refermant le livre et en voyant ce que devient le mouvement étudiant québécois et la politique nationale, on se prend à se demander ce qu'on fout ici, alors qu'il se passe au Sud, indéniablement, quelque chose. L'air vénézuélien ferait changement de la société de parvenus satisfaits vaguement réactionnaires dans laquelle nous évoluons.

LEBOWITZ, Michael A., *Build It Now, Socialism For The Twenty-First Century*, A Fresh, Clear And Innovative Vision Of A Socialist Future, Monthly Review Press, 2006, New York, 127 p.

# L'impasse libérale



Jean-Claude Michéa, l'auteur de *Impasse Adam Smith* et de *L'Enseignement de l'ignorance* récidive à nouveau dans un ouvrage décapant contre le projet politique du libéralisme économique et politique dans un essai intitulé *L'Empire du moindre mal: essai sur la société libérale*, un brûlot à la fois vindicatif et

remarquable pour son analyse synthétique et sans complaisance de la *logique* libérale de destruction du lien social qui s'impose partout, même à la pensée dite «*de Gauche*».

En retraçant la genèse et les fondements philosophiques du projet politique libéral, Michéa entend montrer comment la pensée moderne, aussi bien de «*Gauche*» que de «*Droite*» a été subvertie par les catégories du libéralisme politique et économique: acceptation commune d'une nature humaine égoïste, foi dans le Progrès et dans le développement<sup>3</sup> mais, surtout, remplacement de la politique et des valeurs par un appareillage strictement technique d'intégration des intérêts individuels dans la volonté générale (la fameuse Main invisible d'Adam Smith).

En effet, tout le projet libéral part de la volonté de pacifier une Europe ravagée par des guerres répétées, ce qui, on le concédera, nuit au commerce. Or, cela induit aussi un certain pessimisme vis-à-vis de la nature de son prochain, toujours susceptible de venir agresser le bon bourgeois. On ne s'étonnera donc pas que les «*penseurs*» libéraux aient forgé une conception pessimiste de la nature de l'homme qui soit fondée sur la guerre de tous contre tous.

Il s'agit ensuite de garantir la sécurité (Hobbes) et la liberté de tous au moyen d'une procédure *neutre* et *objective* ou aucune valeur morale ne viendrait contraindre la libre recherche d'intérêt (ou de plaisir)

des individus, sous prétexte de prévenir l'hégémonie d'une Vérité ou d'une pensée unique.

Dans cette perspective, les questions de valeurs, de religion ou de culture sont essentiellement considérées comme étant d'ordre privé, subjectif (et potentiellement totalitaire, s'il fallait qu'une revendication particulière soit élevée au rang de Vérité susceptible de renverser l'ordre!). Dès lors, l'ordre social et politique doit être conçu comme un vaste

appareil de cueillette d'information sur les intérêts individuels et les désirs bien compris des solitudes qui, additionnées, forment la *multitude*.

**On ne s'étonnera donc pas que les « penseurs » libéraux aient forgé une conception pessimiste de la nature de l'homme qui soit fondée sur la guerre de tous contre tous.**

La société se réduit donc au Marché, qui régule les échanges économiques, et au Droit, qui assure à l'individu tout un bataclan de garanties de protection et «*droits humains*» ou culturels (dont aucun ne semble pourtant disposer de la coercition du Travail et de l'exploitation patronale) et également de droits d'agir, c'est-à-dire d'exercer sa puissance dans le monde pour accroître son bénéfice (ou son plaisir).

Or, tout le paradoxe est que ce système de «*doux commerce*» et de paix perpétuelle, destiné à supprimer le conflit et à instaurer l'échange économique *n'est pas* conforme aux pratiques sociales traditionnelles des hommes et des femmes concrets qui habitent encore le monde.

Pour un libéral, il s'ensuit forcément que les modes de vie selon lesquels l'humanité est arrivée jusqu'ici sont *faux* puisqu'ils ne sont pas conformes à la *nature humaine* égoïste libérale. Peut alors apparaître ce paradoxe édifiant: afin que les gens se comportent selon leur

nature, il faut les forcer à devenir ce qu'ils sont, et à cesser d'être ce qu'ils ont jusqu'ici pensé être *par erreur*.

Et c'est ainsi que peut s'enclencher une vaste entreprise de destruction du lien social (famille, religion, culture, normes, représentations communes, sens, langage, etc.), compensée par la judiciarisation de tout et la démultiplication des droits. Cette *logique* se met en place sur le mode d'une longue *dérive* et risque, «*si rien n'y est fait*» (Michéa) d'entraîner des mutations irréversibles des formes sociétales.

En effet, au-delà de la dépolitisation, c'est la nature même de l'humain qui est appelée à être *transgressée* bio-technologiquement dans la *posthumanité* cybernétique. Pourquoi s'arrêter en chemin alors que le libéralisme est en voie de produire «*l'homme nouveau*», libéré enfin de l'oppression du *commun* et des valeurs, enfin capable de rentabiliser pleinement son potentiel sur le marché des existences, prothèse technologique aidant.

Un individu n'a-t-il pas le *droit* de jouir tant que cela n'embête pas autrui? Voici que des juristes allemands sont à débattre du *droit* au «*cannibalisme* entre adultes consentants», idée dont l'horreur ne doit pas occulter les barbaries qu'annoncent les développements technologiques (clonage, eugénisme, robotisation). Sans parler des conséquences psychologiques qu'aura la destruction des identités et des familles.

Il se trouvera toujours quelques libéraux-libertaires pour applaudir l'affaire, y voyant enfin une humanité émancipée, libérée d'elle-même et déchargée de la responsabilité de vivre par les machines et mécanismes juridico-mercantiles qui décident à sa place. Qui eût cru que ce serait le libéralisme qui assurerait le triomphe du «*matérialisme historique*», c'est-à-dire le triomphe de la matière sur l'histoire? Peut-être l'avenir appartient-il aux libéraux: l'avenir déshumanisé.

ERIC MARTIN



# Mauvais choix de carrière

**À MOINS QUE JE NE ME TROMPE, LES SOLDATS** – envers lesquels nombreux parmi nous entretiennent une attitude paradoxale qui consiste à la fois à condamner leur mission en Afghanistan et à les soutenir en tant que gens de bonne foi faisant leur travail – sont des personnes majeures qui ont fait le choix de s'engager dans l'armée. Le service militaire, pour autant que je sache, n'est pas obligatoire au Canada. Il suffit de consulter les dépliants, catalogues ou sites Web reliés à l'armée et à son industrie pour conclure qu'elle et ses soldats ont une fonction principale : tuer, et ce, efficacement.

Soutenir un soldat parce qu'il fait son travail, c'est donc en quelque part soutenir son choix d'un travail dont la nature, en substance, est de tuer. Tuer pour protéger la nation, ne l'oublions pas, et nous avons tous une nation à protéger ou un jeune cousin à soutenir dans son travail. C'était un peu ce genre de soutien qui a fourni le contexte dans lequel chaque Nazi a pu faire son « travail ».

Ces personnes qui ont choisi de porter des armes à notre époque, qui ont choisi de se soumettre à une autorité dont le moyen est la violence et qui croient que c'est un travail noble ou une façon efficace de bien s'entendre entre peuples de par le monde, ont mon mépris pour ce choix, pas mon soutien. Un point, c'est tout.

Il existe plein d'autres manières de gérer (voire régler) les conflits internationaux, des manières bien plus efficaces et bien moins mortelles, comme nous le démontrent les sciences humaines, pour peu qu'on les étudie et les comprenne. Mais ce n'est pas le choix de nos dirigeants car la guerre, ça fait tourner l'économie, donc ça génère d'autres nécessaires emplois pour de sympathiques concitoyens à la fierté nationale et à l'hypothèque pesante. Qui plus est, de nombreuses compagnies font des profits en or ici à Montréal avec les guerres, donc avec le meurtre, les enfants soldats, les femmes de brousse, la terreur, la torture et toutes ces belles choses qu'implique l'exportation de la démocratie.

Bien sûr, il ne faut pas être benêt : la mauvaise foi, même la très mauvaise, existe parmi les humains et il faut parfois lui faire face avec une arme. Chargée, de préférence. Il faut parfois se protéger ou résister à la violence et ce, parfois vio-

le monde est MOINS en sécurité, MOINS ouvert à tous et toutes, moins tolérant, depuis que l'Occident, au lieu de tenter de comprendre, a décidé de rétorquer à la claque sur la gueule qu'il a reçue le 11 septembre, sans parler des après-coups

tements quelque peu malpolis, osons mal adaptés, tels qu'attentats-suicides, kidnappings, actes terroristes, et autres atrocités. Tous des actes désespérés de populations que NOUS avons poussées à bout.

Alors quand, de surcroît, on envoie nos soldats pour réprimer les tensions que NOUS avons causées, nous ne faisons que nous honnir nous-mêmes, nous couvrir d'indignité, nous appelons presque à la vengeance, mais il semble que jamais nous n'acceptons nos erreurs, la réciprocité de nos abus, de notre colonialisme, la rétribution de notre attitude envahissante et méprisante.

Les soldats qui ont choisi comme carrière d'aller incarner cette arrogance toute kaki et fusil à la main, de se réduire à rien d'autre qu'au moyen des fins de nos « élites » peu scrupuleuses et avares, n'ont pas mon soutien dans leur inconscience. Ces gens sont trop jeunes pour comprendre les tenants et aboutissants de la politique internationale dont ils sont les pions dispensables, entraînés à se croire plus fort à tuer et à voir leurs collègues être tués sans broncher, et non, leur travail, je ne l'acclamerai jamais ! Même nos fameux casques bleus ont commis des crimes et torturé alors qu'ils devaient apporter la « paix »...

La démocratie ne s'exporte pas et les soldats qui s'en vont l'imposer en violents missionnaires ne méritent pas mon appui. Qu'ils et elles s'en remettent au Dieu de Harper pour donner sens à leur mission, un Dieu qui s'y connaît en souffrances humaines et en favoritisme. Mais durant leurs parades, durant leur déploiement, pendant leurs moments de doutes, alors qu'ils et elles sont là, innocents ou coupables d'imposer les visées de leur civilisation mortifère, qu'ils et elles sachent que pour plusieurs Québécois, leur choix de carrière et l'opprobre de leur mission se confondent...

FARIDA BOUDREAU-TAYLOR



lement. Mais cette nécessité d'être armé perdure souvent justement parce que le militarisme domine comme modalité de politique étrangère. Moins d'armes produites en Occident et vendues à gros profits à tout venant, moins de Ben Laden illuminés, moins de paramilitaires disjoints ou d'adolescents traumatisés, dopés, utilisés comme arme eux-mêmes, pour demain nous tenir dans leur mire.

de Madrid et de Londres, et qui auraient dû lui faire prendre conscience qu'à cracher en l'air, ça finit par nous retomber sur la figure.

Il ne faut pas se surprendre que l'« autre » — qui au fond est « même » jusqu'à tout faire pour protéger ses territoires et ses enfants — se défende aussi et que l'abus et l'exploitation systématiques des autres mènent à des compor-

# Le Canada, maintenant un pays avec des couilles !

**A VANT, J'ÉTAIS PLUTÔT NATIONALISTE,** je me sentais presque fier d'être québécois. Évidemment, je dis « presque », parce que je savais que les Québécois étaient trop pissous pour choisir de se faire un pays à nous-mêmes. Mais, je me disais qu'à force de les picosser, de les écœurer, de les bloquer, les Anglais allaient finir par nous crisser en dehors du Canada. Pis qu'on finirait par l'avoir, notre pays. Ce n'est pas arrivé. Faut croire que les Anglais sont aussi pissous que nous-mêmes. Ils nous ont enduré, pis ils nous endurent encore. Ils ont même voté ben des fois pour des chefs de partis en provenance du Québec. Des Trudeau, des Mulroney, des Chrétien, des Dion ou pour des ambigus hypocrites comme Paul Martin.

Sauf que là, depuis qu'on a un vrai bloque comme prime ministre, le monde a changé, pis surtout le Canada a changé. Jamais je n'aurais pensé ça auparavant, mais je suis rendu quasiment fier d'être canadien. Parce que depuis que Stephen Harper est au pouvoir, le Canada est quasiment un vrai pays. Prenons l'armée, par exemple. Avant, on avait une armée de moumounes.

Une armée de Ti-casques... pis de ti-casques bleus pâles en plus. Une armée qui au lieu de se battre, était chargée de garder la paix. Une armée qui regardait les autres s'entretuer, pis qui leur disait : « faites pas ça, c'est pas beau ». Comme l'armée du général-sénateur Dallaire, le grand héros des casques bleus qui a regardé 800 000 rwandais se faire massacrer, tout en attendant d'avoir des ordres des états munis pour savoir s'il pouvait essayer de les arrêter. Ast'heure, depuis que le PDG du Canada est un vrai « canadien », on a une vraie armée. Pis nos soldats en Afghanistan, ils se battent pour vrai, pis ils se font tuer pour vrai. Fini l'armée de moumounes, maintenant, on a une vraie armée... de cadavres et ça me rend presque fier d'être canadien.

Un autre exemple que le Canada est rendu presque un vrai pays... Avant, quand tu arrivais au Canada, il y avait un douanier, souvent une douanière, qui te souhaitait *Welcome*, pis qui te demandait, si tu avais quelque chose à déclarer. Du tabac, de la boisson ? De temps en temps, il fouillait tes bagages ou ton char pour voir si tu lui avais pas conté des maudites menteries. Parce

qu'avant... la vrai job des douaniers, c'était ça. Collecter des taxes sur les bebelles que nous-mêmes les canadiens, on achetait ailleurs, pis que l'on ramenait chez-nous, au Canada, mon pays, mes amours. 90% du monde qui rentraient au Canada, ils venaient d'icitte. Il n'y en avait pas tant que ça des étrangers qui venaient nous visiter ou s'installer pour chauffer nos taxis ou pour ouvrir des restaurants avec des menus à numéros. Mais là, c'est de moins en moins vrai. Maintenant qu'on a une vraie piastre qui est même rendue à une piastre et 2, maintenant que les étrangers, ils savent, que nous-mêmes on est assez tottons pour les accommoder sur n'importe quoi, qu'ils peuvent s'en venir icitte, pis emmener leurs harems de femmes emmitouffées des orteils jusqu'aux chignons, il y a de plus en plus d'étrangers qui veulent se faire admettre chez-nous. Une autre chose importante aussi, c'est qu'icitte, au Canada, d'un océan à l'autre, on a un seul voisin, mais tout un, un hostie de gros voisin. Le pire de la gang en fait. Les états munis d'Amérique. Le seul pays au monde qui a pitché des bombes atomiques sur du vrai monde. Un pays qui est prêt à envahir n'impor-

te quel autre pays... qui a du gaz, pis du pétrole. Pis nous-mêmes, au Canada, on en a du gaz, pis du pétrole, pis de l'eau, pis du sirop d'érable, pis du fromage qui pue. Mais ça, les États-Uniens, ça les intéresse moins pour ast'heure. Mais le gaz, ça les intéresse en sacrement. Faque, notre gros PDG anglophone, Monsieur Harpon, lui, y a compris ça. Pis, il s'est arrangé pour nous protéger. Enfin !

C'est pour ça que je dis qu'ast'heure le Canada est presque un vrai pays dont il faut être presque fier. Un pays avec des vrais douaniers, qui ont des vrais guns, pis avec des vrais soldats qui explosent sur des vraies mines. Ça fait qu'à l'avenir quand les tamouls, pis les noirsuds vont vouloir venir nous voler nos jobs... Ça va être « powf » stie. Pis quand les gros États-Uniens vont vouloir venir tinker leurs grosses minounes... Ça va être « powf » stie. On va les tirer. Des vrais soldats, pis des douaniers avec des guns, c'est le signe d'un vrai pays, un pays avec des couilles. Des crisse de grosses couilles canadiennes pour un vrai pays de couillons canadiens !

ALAIN SAINT-PIERRE

## Les dangers du métier

50 millions \$ en primes de risque pour les militaires de Valcartier en Afghanistan, 210 millions \$ en primes pour la haute direction d'Alcan après l'achat de la compagnie par Alcoa... qui aurait cru que vendre une entreprise était aussi dangereux ?

MARTIN BEAUDRY

## En chaire

Jugeant que les dangers de vaches folles étaient chose du passé, les États-munis ont levé l'embargo sur l'acquisition de vieilles vaches canadiennes. Aussitôt, le site e-bay a proposé la mise aux enchères de Sheila Copp et Belinda Stronach. Pour sa part, le site Lespac a mis en vente le trio bovin canado-québécois Monique Jérôme-Forget, Monique Gagnon Tremblay et Pauline Marois à 3 pour le prix d'une.

MUSIRONIE

## Erreur sur la personne

On déplore la mort le mois dernier du chef Pol Martin. Malheureusement, ce n'est pas le bon Paul Martin qui a levé les pattes. Celui qui a vidé la caisse d'assurance chômage, qui a fourré les impôts avec ses bateaux enregistrés à l'étranger alors même qu'il était ministre des finances et qui a mis le parti libéral du Canada le cul sur la paille s'en est encore tiré.

MUSIRONIE



## Négociations

Le ministre de la santé du Québec, le Gros Docteur Couillon, a accordé des hausses de rémunération à ses amis les médecins spécialistes, hausses qui se chiffrent à plus de 35% avec les bonis et ce d'ici 2016. Du coup, le demi-million de minables fonctionnaires infirmiers québécois, incluant les infirmières et autres employés d'hôpitaux se sont mis à rêver en couleur en pensant avoir au moins 10% de cette hausse lors de leurs prochaines négociations. Hostie qu'ils sont morons !

MUSIRONIE